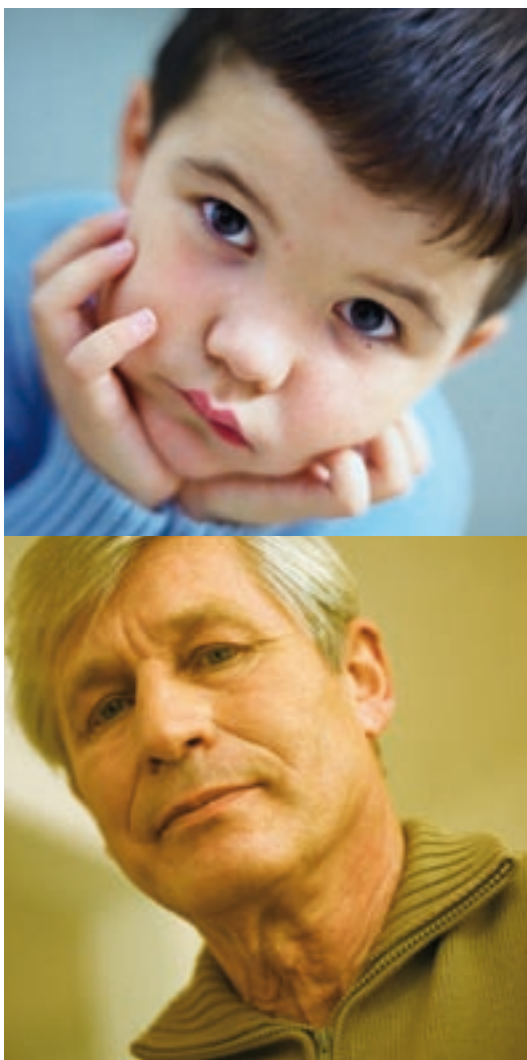


FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES CENTRES
DE RÉADAPTATION POUR PERSONNES
ALCOOLIQUES ET AUTRES TOXICOMANES



Rapport annuel
2005-2006

MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'année 2005-2006 marque la fin d'un cycle d'affirmation et de consolidation de l'expertise des centres de réadaptation pour personnes alcooliques et autres toxicomanes (CRPAT), et ce, partout à travers le Québec. En effet, en juin dernier, M. Yves Neveu, après six années passées à la direction générale de la Fédération, choisissait de prendre sa retraite.

Des réalisations majeures ont été enregistrées sous son règne, dont la restructuration des services de la Fédération; l'offre de services des CRPAT, publiée en novembre 2004 et qui a défini un ensemble de services fondamentaux devant être offerts dans chaque région du Québec; Rond-Point 2005, un événement rassembleur qui a mobilisé les acteurs sociaux du Québec, préoccupés par les problèmes associés à la surconsommation d'alcool, de drogues et de jeu, et qui a offert énormément de visibilité aux CRPAT.

Mission accomplie! La Fédération accueille aujourd'hui une nouvelle directrice générale et amorce du même coup un nouveau cycle de changements... dans la continuité.

Des dossiers prioritaires ont déjà été retenus, qui occuperont énormément d'énergie à la Fédération et mobiliseront ses membres au cours de la prochaine année. D'abord, suivant le bilan qui a été fait de la planification stratégique 2003-2006, le conseil d'administration entamera à l'automne 2006, une réflexion stratégique de manière à nous donner comme réseau d'établissements, une perspective de croissance et de développement qui contribue à améliorer l'accessibilité, la continuité et la qualité des services dans les CRPAT.

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Pierre-André Bernier, président

Jean-Marie Thibault, vice-président

Denis Bougie, trésorier

André Gingras, administrateur

François Pierre Ménard*, administrateur

Danièle Riverin, administratrice

Michelle Rocheleau, administratrice

Madeleine Roy, administratrice

Gilles Tardif*, administrateur

Yves Neveu, secrétaire

* À quitté en cours d'année



En lien avec l'offre de services, la Fédération entend procéder à un état de situation de son implantation dans chacune des régions du Québec et, conjointement avec ses membres, entamera une démarche de développement de normes de pratique, de manière à s'assurer que l'offre de services est déployée selon les mêmes standards, partout à travers le Québec. Précisons que le développement de standards de pratique constitue une étape nécessaire à l'établissement de bases budgétaires objectives dans les CRPAT.

La Fédération a fait du développement d'un système d'information clientèle dans les CRPAT une autre priorité pour la prochaine année. On comprend que l'information clinique est devenue un enjeu dans le cadre de la présente transformation du réseau et qu'elle est nécessaire à l'amélioration de l'accessibilité, de la continuité et de la qualité des services. Pour toutes ces raisons, il apparaît pertinent de préciser la vision du développement du système d'information et de s'assurer que les CRPAT comprennent les orientations générales de son développement et déploiement.

Les réalisations de 2005-2006, dont nous rendons compte dans le présent bilan, n'auraient pu se concrétiser sans l'apport exceptionnel du personnel de la Fédération. Au nom de mes collègues du conseil d'administration, je les remercie sincèrement ainsi que les directeurs généraux des établissements membres. Je ne saurais tourner la page sur l'année 2005-2006 sans remercier pour son engagement des six dernières années, le directeur général sortant, M. Yves Neveu. Son leadership et sa sagesse ont permis à tous les acteurs de la Fédération de contribuer dans la sérénité à la réalisation des objectifs qu'ils s'étaient fixés.

Pierre-André Bernier

Président du conseil d'administration



MOT DE LA PRÉSIDENTE DE LA TABLE DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX

Quand un réseau comme le nôtre est engagé dans de profondes transformations, ce sont tous les intervenants du domaine qui sont mis à contribution et qui doivent revoir leur manière de faire les choses. La volonté de prendre part activement aux changements en cours a caractérisé les douze derniers mois d'activité de la Table des directeurs généraux, dont voilà l'essentiel.

Lancée à l'automne 2004, l'offre de services de la Fédération a clairement défini les nouvelles limites à l'intérieur desquelles les CRPAT souhaitaient évoluer. La dernière année a cependant permis aux membres de la Table, engagés dans des processus de développement de projet clinique avec leurs partenaires du réseau, de mesurer la portée des idées mises de l'avant dans ce document. Ainsi, de nombreuses discussions entourant la mise en œuvre des principes derrière l'offre de services ont été menées tout au long de l'année.

De façon plus spécifique, les directeurs généraux ont été appelés à s'intéresser au développement d'indicateurs de besoins et d'indicateurs de résultats devant être utilisés dans le cadre des ententes de gestion. Dans la foulée des travaux de la Table permanente de concertation et de coordination sur l'allocation des ressources, ils se sont aussi penchés sur la mise en place de normes de services directs ou indirects aux usagers. L'objectif étant ici de quantifier les sommes nécessaires au déploiement d'une offre de services complète, ils ont également réfléchi sur une méthodologie permettant à chaque centre de mesurer l'écart budgétaire à combler sur son territoire.

La mise en branle des travaux entourant le développement d'un programme national de formation a par ailleurs été à l'ordre du jour des derniers mois. Des discussions ont notamment été menées autour des moyens susceptibles de favoriser l'appropriation du programme par l'ensemble des établissements membres.

Finalement, législations obligent, les nouvelles obligations découlant de l'entrée en vigueur des lois 25 et 83 ont aussi fait l'objet de débats et de représentations auprès du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) par certains membres de la Table. Il en va de même pour les négociations locales qui prendront leur envol véritable dans la deuxième partie de 2006.

En définitive, encore une fois cette année, la qualité des propos échangés et la mise en commun des expertises que suppose la Table auront permis de faire avancer de nombreux dossiers. Je profite d'ailleurs de l'occasion pour saluer l'engagement de mes collègues directeurs généraux à l'égard des structures de la Fédération. Votre participation active aux débats est en soi un gage d'avancement et de visibilité pour tous les centres de réadaptation en alcoolisme et toxicomanie du Québec. Merci beaucoup.

Madeleine Roy
Présidente



COMPRENDRE AIDE À GRANDIR

LES MEMBRES DE LA TABLE DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX

Madeleine Roy, présidente,
Centre Dollard-Cormier

Jean-Pierre Allard*, Centre Jellinek

Anne-Marie Blanchard,
Le Tremplin/CSSS du Nord de Lanaudière

Pierre Bolduc, Centre Normand

Denis Bougie, Centre Jean-Patrice Chiasson/
Maison St-Georges

Lucie Dauphin, Carrefour de santé de Jonquière

Sylvie Des Roches, CRAN inc.

Danièle Dulude, Centre Le Maillon de Laval

Jean-Pierre Gagnon,
Domrémy Mauricie – Centre-du-Québec

Luc Gervais, Le Grand Chemin

Huguette Giroux, CRATCA/CSSS de Beauce

Nataly Jacques*, CRATCA/CSSS de Beauce

Alcide Huard*, Centre Normand

Alcide Huard, Le Virage

Jean-Paul Huard,
Centre L'Escale/CSSS de la Haute-Gaspésie
L'Estran/CSSS de Rivière-du-Loup

Hertel Maltais*,
Carrefour de santé de Jonquière

François Pierre Ménard*, Le Virage

Claude Montigny, Centre Le Canal

Richard Morin, Centre André-Boudreau

Dominique Paquette*,
Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve

Rodrigue Paré, Maison Jean Lapointe

Danièle Riverin,
Centres jeunesse Saguenay – Lac-Saint-Jean

Raymond Rochon, Centre Jellinek

John Topp, Pavillon Foster

Michèle Tourigny,
Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve

Peter Vamos, Portage

** À quitté en cours d'année*

MOT DE LA PRÉSIDENTE DE LA TABLE CLINIQUE

Carrefour d'information et de mise en commun, la Table clinique de la Fédération a permis au fil des ans de faire avancer de nombreux dossiers. Les douze derniers mois ne font pas exception à la règle. D'emblée, je souhaite d'ailleurs remercier l'ensemble des membres de la Table pour leur présence et leur précieuse collaboration. La richesse des échanges effectués a permis encore une fois de nourrir le réseau et par conséquent d'accroître la qualité des services offerts à la clientèle. Le présent bilan en témoigne.

Comme par les années passées, une attention particulière a été portée aux travaux émanant de deux comités permanents de la Fédération, soit le Comité jeunesse et le Comité sur les troubles concomitants, santé mentale et toxicomanie. Soulignons notamment la publication, fort attendue, d'un document sur l'organisation des services à mettre en place pour les clientèles aux prises avec des problématiques complexes de toxicomanie, de jeu pathologique et de troubles mentaux. L'élaboration d'un cadre de référence en matière d'intervention jeunesse a aussi retenu l'attention des membres de la Table. La rubrique Rapport des comités permanents de la Fédération du présent rapport annuel permet de prendre connaissance des différents détails entourant ces réalisations et de rendre justice à l'extraordinaire travail effectué.

Cela dit, par-delà les avancées réalisées en comités, la Table s'est intéressée de près aux services offerts par les centres de réadaptation en matière de jeu pathologique. Disponible depuis le début des années 2000, le programme, développé par Robert Ladouceur, n'a effectivement jamais fait l'objet d'une évaluation en profondeur. Aussi, les membres de la Table ont entrepris de le mettre à jour, tout en portant une attention particulière aux instruments utilisés, à l'évaluation, aux services proprement dits, de même qu'aux caractéristiques de la clientèle. Une demande de subvention de recherche a d'ailleurs été adressée au MSSS et nous avons bon espoir que les travaux pourront débiter l'an prochain.



Conformément à son mandat d'expert-conseiller, la Table clinique a par ailleurs travaillé à la rédaction d'un avis éthique sur la confidentialité dans un contexte de travail en réseau. Amorcée peu avant l'adoption du projet de loi 83, la réflexion a toutefois été temporairement suspendue, le temps de prendre connaissance du contenu de cette nouvelle législation et des nombreuses dispositions en lien avec l'accès à l'information qu'elle prévoit. La prochaine année devrait permettre d'aller plus loin en ce sens.

Les services offerts aux membres de l'entourage des personnes dépendantes figureront aussi à l'ordre du jour des prochains mois. La définition de paramètres d'intervention de même que l'élaboration d'un profil type de la clientèle et de ses besoins sont notamment visées. Ce projet découle directement de Rond-Point 2005. Nous nous y attaquerons avec, en tête, notre leitmotiv de toujours, soit la volonté d'offrir des services adaptés et professionnels.

France Lecomte

Présidente

LES MEMBRES DE LA TABLE CLINIQUE

France Lecomte, présidente,
Centre Dollard-Cormier

Roger Adam, Centre Le Maillon de Laval

Monia Bernatchez,
Centre L'Escale/CSSS de la Haute-Gaspésie

Anne Julie Berthelot,
Centre L'Escale/CSSS de la Haute-Gaspésie

André Boivin, Carrefour de santé de Jonquière

Jean Delisle, Centre Jean-Patrice Chiasson/
Maison St-Georges

Martin Déry*, Carrefour de santé de Jonquière

Pierre Desrosiers, Pavillon Foster

Jean Dufresne,
Domrémy Mauricie – Centre-du-Québec

Éric Fabrès, CRAN inc.

René Gadoury*, Le Grand Chemin

Nathalie Gagnon,
L'Estran/CSSS de Rivière-du-Loup

Yvan Gingras,
Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve

Louise Harton,
Centres jeunesse Saguenay – Lac-Saint-Jean

Louis Hodess, Portage

Nataly Jacques, CRATCA/CSSS de Beauce

Nadine Lachance, Centre Le Canal

Michel Landry, Centre Dollard-Cormier

René Pagé, Centre Dollard-Cormier

Hébert Parisé, Centre André-Boudreau

Céline Perras, Centre Jellinek

Michel Proulx, Le Virage

Pierre Racine,
Le Tremplin/CSSS du Nord de Lanaudière

Réjean Roy, Maison Jean Lapointe

Guy Therriault,
L'Estran/CSSS de Rivière-du-Loup

Joëlle Thouin, Centre Normand

** À quitté en cours d'année*



**GRANDIR
EST AUSSI
DEVENIR**

RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

La vie d'une association est faite de centaines d'événements qui, réunis, forment un tout cohérent. Le présent rapport dresse le bilan des moments forts des douze derniers mois pour la Fédération et ses membres, tant sur le plan associatif que public. Une année somme toute bien remplie, comme en témoigne le texte qui suit.

ALLOCATION DES RESSOURCES ET SYSTÈME D'INFORMATION CLIENTÈLE

Les travaux relatifs à l'allocation des ressources ont fait des pas de géant au cours de la dernière année. Le sous-comité sur les normes en matière de dépendances est effectivement parvenu à développer des normes de services directs et indirects aux usagers devant être respectées par les centres de réadaptation. Dans la foulée, une réflexion sur les standards de pratique a également été amorcée. Le tout devrait tout naturellement mener à l'émergence de bonnes pratiques dans les CRPAT et au développement d'indicateurs de gestion qui seront fort utiles pour donner son plein essor à l'offre de services et au système d'information clientèle actuellement en chantier.

De fait, l'année 2005-2006 a permis d'en venir à une entente avec le MSSS en ce qui a trait au système d'information clientèle. Aussi, non seulement le projet de développement du système à partir de la plateforme iCLSC s'est amorcé, mais il a été convenu que le projet de cadre normatif développé en 2005-2006 serait adapté pour mieux correspondre à la réalité des CRPAT. Il s'agit d'une avancée majeure qui devrait permettre une accélération des travaux de développement en 2006-2007. Si le soutien financier et technique du MSSS nous reste acquis, il est permis de croire que le cadre normatif puisse être complété à l'automne 2006 et qu'un plan directeur établisse les conditions et étapes de déploiement du SIC-SRD à partir de l'année 2007-2008.



NÉGOCIATIONS LOCALES

Les CRPAT ont été parmi les premiers groupes d'établissements à être visés par l'application de la loi 30 et donc, par l'amorce de la négociation locale. Rapidement, tout a été mis en place pour soutenir les établissements dans cette démarche. Grâce à une aide financière obtenue du MSSS, les services d'un consultant, reconnu pour son expertise en matière de négociation raisonnée, ont été retenus et son expertise a été mise à la disposition de l'ensemble des établissements membres. Plusieurs se sont d'ailleurs prévalus de ses services. Un groupe de travail réunissant la plupart des responsables des négociations locales dans les CRPAT a aussi été mis sur pied.

Malgré les ressources investies, peu de choses concrètes ont été accomplies à ce jour sur le terrain. Au terme de l'année 2005-2006, un seul établissement avait effectivement amorcé sa ronde de négociations locales et rien de concret n'était encore ressorti des pourparlers. Il semble que la position des grandes centrales syndicales à l'égard de ce dossier, de même que l'importante charge de travail que les changements majeurs intervenus dans le système public de relations de travail ont engendrée, ait largement contribué à retarder les travaux. Cela dit, peu importe les raisons expliquant l'état de situation actuel, l'échéancier de réalisation fixé à janvier 2007 reste le même. Au-delà de cette date, le mécanisme d'arbitrage prévu sera enclenché. Il importe donc de redoubler d'efforts dans les prochains mois pour en arriver à des ententes. Faut-il le rappeler, attendu depuis longtemps, le pouvoir de négocier localement 26 matières normatives offre aux établissements l'occasion d'avoir un meilleur contrôle sur la gestion du temps de travail et son organisation, ce qui devrait permettre, au terme de l'expérience, d'accroître la qualité des services.

PROGRAMME D'ÉVALUATION DES CONDUCTEURS

Le traitement des plaintes et les contestations juridiques sont désormais monnaie courante et exigent beaucoup de travail du personnel de la Fédération en termes de documentation et de représentation. Les analyses effectuées ont cependant permis d'établir que les évaluations qui sont réalisées s'appuient sur des tests reconnus, ayant une valeur prédictive. Les décisions rendues par le Tribunal administratif du Québec très majoritairement favorables à la SAAQ tendent, elles aussi, à confirmer la validité des outils utilisés. Les événements des derniers mois ont tout de même rappelé l'importance de valider constamment l'instrumentation de manière à améliorer la pratique.

Toujours dans une perspective d'amélioration continue, les procédures relatives au déroulement des évaluations ont été rendues disponibles sur le Web. En outre, la Fédération a également travaillé à l'élaboration de règles claires en matière de conservation et d'archivage des dossiers dans chacun des centres. Les travaux entourant ces questions se poursuivront cependant au cours de la prochaine année, puisque les nouvelles règles établies devront tenir compte de la nouvelle entente liant la SAAQ, la Fédération et les centres.

À cet égard, les discussions entourant le renouvellement de l'entente entre la Fédération et la SAAQ ont progressé au cours des douze derniers mois. À la fin de l'année financière, les questions relatives aux tarifs et à certaines conditions normatives étaient sur le point de faire l'objet d'une entente de principe aux fins d'un premier accord sur ces questions avant le 31 mai 2006. Les négociations devront par ailleurs se poursuivre en vue d'un règlement complet d'ici le 31 mai 2007.

FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS ET DES SERVICES

Le financement insuffisant des services offerts par les CRPAT figure depuis longtemps déjà au nombre des préoccupations de la Fédération. Au fil des ans, de nombreuses représentations ont été faites en ce sens auprès du gouvernement. Au cours de la dernière année, afin de donner plus de poids à ses revendications, la Fédération a fait équipe avec les autres associations d'établissements spécialisés à vocation régionale. Cette mise en commun a mené à la production du document *Un Québec responsable de ses personnes vulnérables*. Présenté à la ministre responsable, M^{me} Margaret F. Delisle, et à son équipe immédiate, le mémoire fait état du sous-financement chronique des services sociaux au Québec. Il parle notamment d'un manque à gagner de quelques centaines de millions de dollars pour l'ensemble du réseau de services sociaux québécois. Il met également en lumière les diverses conséquences du sous-financement dont un accès inégal et incomplet aux services, de même qu'un accroissement des coûts sociaux en général et de santé.

Plus largement diffusé par la suite, le document a été, dans l'ensemble, très bien reçu. Il servira sans aucun doute d'assise à de nombreuses représentations à venir.

CONSULTATIONS ET TRAVAUX GOUVERNEMENTAUX

En plus du mémoire déposé conjointement avec les autres associations d'établissements spécialisés à vocation régionale à la ministre Delisle, la Fédération a pris part à quelques consultations effectuées au cours des douze derniers mois sous l'égide du MSSS.

C'est le cas des travaux entourant l'implantation de la loi 83 qui est à l'origine de la dernière réforme et qui prévoit la mise en place des comités de résidents, la création du comité de vigilance, la reconnaissance des organismes d'agrément, la gestion des risques et des systèmes d'information et l'évaluation des services sociaux.

La Fédération a aussi pris part activement aux travaux de la Table des partenaires du MSSS. Créée par le Ministère et dirigée par le sous-ministre Roger Paquet, la Table s'est révélée comme étant un excellent outil de concertation et a déjà plus d'une fois démontré sa pertinence. Toujours stimulantes, les discussions menées à la Table ont effectivement permis de faire avancer de nombreux dossiers. Il s'agit donc pour nous d'un outil à maintenir et à nourrir.

SOUTENIR

RECHERCHE

Finalement, la dernière année a aussi permis à la Fédération de faire un pas de plus en matière de soutien à la recherche. Le conseil d'administration a appuyé le Centre Dollard-Cormier dans sa démarche visant à être reconnu institut universitaire en dépendances.

Convaincue du rôle important que peut jouer la recherche dans le secteur de la dépendance, la Fédération soutient depuis quelques années déjà plusieurs initiatives en lien avec la recherche. Mentionnons seulement à ce titre, l'aide financière accordée à la revue *Drogues, santé et société*, une revue scientifique disponible en format électronique et portant exclusivement sur des sujets en lien avec la dépendance, et sa participation à titre de partenaire à l'équipe de recherche du RISQ (Réseau et intervention sur les substances psychoactives-Québec).

En conclusion, il me serait difficile de terminer ce rapport sans prendre le temps de remercier le personnel de la permanence pour le professionnalisme, la rigueur et l'engagement dont il a fait preuve encore une fois cette année. Merci aussi aux membres des différentes instances de la Fédération. Sans votre détermination à tous, plusieurs des réalisations mentionnées préalablement n'auraient tout simplement pas pu se concrétiser. Ces remerciements sont d'autant plus sentis que je signe aujourd'hui mon dernier rapport à titre de directeur général, le temps étant venu pour moi de me retirer. Sachez que je quitte avec en tête le sentiment du devoir accompli et dans le cœur l'image inaltérable d'un réseau tissé serré, fondamentalement humain et entièrement dédié à sa clientèle. Merci de m'avoir accueilli parmi vous et d'avoir si généreusement partagé votre expertise avec moi. Travailler pour vous, mais surtout avec vous, a été un honneur.

Yves Neveu

Directeur général

DEVENIR SIGNIFIE PARFOIS RENONCER



COMITÉ JEUNESSE

MANDAT

Depuis plusieurs années, la Fédération reconnaît la spécificité des problématiques liées à la clientèle jeunesse et le souci de ses membres d'offrir des services adaptés aux besoins de cette clientèle. Plus récemment, elle mandatait le Comité jeunesse afin qu'il propose un cadre de référence de l'intervention jeunesse s'inscrivant dans le continuum des services offerts aux jeunes. La démarche vise à décrire des propositions de pratiques prometteuses et à suggérer des formations pertinentes aux intervenants.

Le comité a reçu le mandat d'élaborer et d'appliquer un plan de communication jeunesse visant la diffusion, la discussion, l'adoption, l'application et l'évaluation des meilleures pratiques en toxicomanie pour la jeunesse.

MEMBRES DU COMITÉ

René Gadoury*, président,
Le Grand Chemin

Candide Beaumont,
Conseillère clinique en soutien
au comité pour la FQCRPAT

Geneviève Barlow, Centre Le Maillon de Laval

Anne Julie Berthelot,
Centre L'Escale/CSSS de la Haute-Gaspésie

Karine Bertrand,
Domrémy Mauricie – Centre-du-Québec

Diane Bidégaré,
Centre Dollard-Cormier

Martin Drouin,
Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve

Gilles Durand, Centre André-Boudreau

Louise Harton,
Centres jeunesse Saguenay – Lac-Saint-Jean

Claude Simard, Centre Alto

** À quitté en cours d'année*

RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS

Le cadre de référence de l'intervention jeunesse ciblera de façon plus spécifique les adolescents de 12 à 17 ans inscriptibles dans les CRPAT ainsi que les membres de leur entourage.

Des programmes spécialisés pour traiter les problèmes de consommation des jeunes n'ont été mis en place dans l'ensemble du Québec que depuis environ 15 ans. L'intérêt scientifique concernant cette problématique n'a pris son essor que dans les cinq à dix dernières années. La nécessité de réaliser un bilan des connaissances ainsi que des services actuellement disponibles pour cette clientèle s'est donc imposée. Les réflexions entourant l'élaboration d'un cadre de référence, en cours depuis mai 2004, sont basées sur une revue de la littérature, mais ont aussi sollicité l'avis d'experts québécois en la matière et nécessité la contribution de tous les centres qui ont dû répondre à deux questionnaires leur demandant de décrire la situation des services offerts aux jeunes.

Le contenu d'une première version du document tenait déjà compte de l'offre de services des CRPAT et s'appuyait sur les enjeux prioritaires d'intervention, tels que reconnus par la Fédération et s'inspirait des meilleures pratiques ayant cours sur le terrain. Les nombreuses transformations vécues par le réseau sont venues retarder la publication de cet ouvrage. Un mal pour un bien! Les membres du comité ont en effet souhaité que le résultat tienne compte de ces changements et s'inscrive dans le contexte du continuum des services jeunesse au Québec et dans le cadre de la Stratégie jeunesse gouvernementale et du Plan d'action interministériel en toxicomanie 2006-2011. La version finale du cadre de référence devrait être disponible d'ici la fin de la prochaine année.

Outil d'information, mais aussi de réflexion, le bulletin électronique *ToxAdo*, destiné aux intervenants jeunesse des organisations membres de la Fédération et à leurs partenaires, a par ailleurs été publié à deux reprises au courant de la dernière année. La pertinence de son contenu ne fait aujourd'hui aucun doute. Le comité souhaite maintenant entamer une réflexion menant à une diffusion plus large et à une ouverture aux collaborations des partenaires de l'intervention.

COMITÉ SUR LES TROUBLES CONCOMITANTS

(SANTÉ MENTALE ET TOXICOMANIE)

MANDAT

Une proportion importante des clients des CRPAT est aux prises avec des troubles concomitants de santé mentale et de toxicomanie. Consciente de cette réalité, la Fédération a mis sur pied un comité permanent ayant pour mission de favoriser le développement et l'application des mesures efficaces auprès de ces personnes.

RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS

Après plusieurs mois de travail, en novembre 2005, le document *Toxicomanie, jeu pathologique et troubles mentaux : Pour une intervention efficace des centres et de leurs partenaires* était publié. Distribué de façon ciblée en plus de 1 400 exemplaires, l'ouvrage a été très bien accueilli. Les membres et les partenaires ont été nombreux à témoigner de l'utilité et de la pertinence de l'ouvrage quand vient le temps d'établir les services à offrir à cette clientèle vulnérable.

Le comité a par ailleurs profité de la dernière année pour mettre de l'avant certains volets du plan d'action découlant de ce document et adopté par les instances de la Fédération. Les priorités de ce plan, nettement identifiées, demeurent le partage des connaissances et l'arrimage avec les partenaires de ressources impliquées en santé mentale. Dans cette optique, un projet de boîte à outils permettant le dépistage des troubles concomitants chez la clientèle en traitement a été élaboré et a fait l'objet de consultation auprès des intervenants des CRPAT. Cette démarche a aussi mené à des échanges avec le RISQ en vue de remodeler l'Indice de gravité d'une toxicomanie (IGT) pour y inclure des questions relatives au dépistage de troubles concomitants conformément à la recommandation de Santé Canada. Le plan d'action du comité prévoit aussi que le site Internet de la Fédération réserve une section destinée à informer et outiller les intervenants sur les pratiques gagnantes en matière de troubles concomitants. Notamment, divers instruments de dépistage y seront mis à la disposition de visiteurs, dont la boîte à outils de dépistage mais aussi, grâce à une entente avec une firme ontarienne, le WB-DAT, un test visant à dépister les troubles de l'humeur et de l'anxiété pourra être rempli directement sur le site Web de la Fédération.

MEMBRES DU COMITÉ

David Ross, président, Pavillon Foster

Candide Beaumont,
Conseillère clinique en soutien
au comité pour la FQCRPAT

Rachel Charbonneau, Centre Dollard-Cormier

Jean Delisle, Centre Jean-Patrice Chiasson/
Maison St-Georges

Jean-Marc Ménard,
Domrémy Mauricie – Centre-du-Québec

Dominique Paquette*,
Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve

* À quitté en cours d'année

ÉCOUTER

COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECHERCHE DU PROGRAMME D'ÉVALUATION DES CONDUCTEURS AUTOMOBILES (PÉCA)

MANDAT

Le comité vise à s'assurer que le protocole d'évaluation des conducteurs automobiles répond aux normes de qualité auxquelles les CRPAT, la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) et les conducteurs s'attendent. C'est pourquoi il cherche à actualiser le protocole en tenant compte de la littérature la plus récente, à réviser la qualité des instruments utilisés en plus de développer de nouveaux mécanismes d'évaluation et de nouvelles évaluations, si nécessaire.

RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS

Au cours de l'année, près de 7 800 recommandations ont été transmises à la SAAQ concernant le risque de récidive de conduite avec facultés affaiblies. Encore cette année, deux sessions de formation de nouveaux évaluateurs et cinq rencontres de mise à jour des connaissances des évaluateurs ont aussi été organisées. Les superviseurs ont pu de leur côté participer à une session qui leur était spécifiquement destinée et au cours de laquelle ils ont pu faire le point sur certains aspects de leur fonction. Le programme peut compter sur la compétence et l'expertise de 100 évaluateurs et superviseurs. Il est donc bien rodé!

Cependant, son adaptation au contexte légal dans lequel il se situe se poursuit. Le traitement des plaintes et les contestations juridiques en lien avec le programme d'évaluation des conducteurs ont généré une charge importante de travail au cours des derniers mois, tant dans les centres qu'à la Fédération. Nous avons procédé à une vérification et à une validation du processus d'évaluation et de recommandation. Les analyses effectuées ont permis d'établir que les évaluations réalisées s'appuient sur des tests reconnus, fiables et valides et que les ressources en cause font un travail de grande qualité. Nous avons insisté cependant davantage sur l'amélioration de la qualité des rapports de recommandations de façon à ce que le conducteur comprenne mieux nos conclusions.

MEMBRES DU COMITÉ

Candide Beaumont,
Coordonnatrice du programme
d'évaluation des conducteurs, FQCRPAT

Thomas G. Brown,
Hôpital Douglas – Pavillon Foster

Robert Couillard, Centre Jellinek

Nicole Hamel-Jutras, Centre Dollard-Cormier

Louis Légaré, L'Estran/CSSS de Rivière-du-Loup

Michel Proulx, Le Virage

Norman Shields, Pavillon Foster

Les recommandations émises ont des impacts importants sur les décisions prises par la SAAQ quant à la délivrance ou au maintien du permis de conduire. Il est important que le processus d'évaluation et les recommandations qui en découlent se fassent dans le respect des droits de tous. Le Tribunal administratif du Québec, la Commission d'accès à l'information du Québec, le Protecteur du citoyen ont ainsi demandé des précisions au sujet des évaluations des conducteurs, précisions qui ont nécessité beaucoup de travail à la Fédération.

Enfin, le comité s'est engagé à préciser certains aspects importants reliés au renouvellement de l'entente avec la SAAQ. Notamment, il a révisé le déroulement et le temps requis selon les types d'évaluation, de façon à permettre d'offrir les meilleures conditions d'exercice. Le mandat et le rôle du comité ont aussi été revus dans le but de les préciser et d'apporter les ajustements nécessaires en fonction du renouvellement de l'entente.

Le comité est très conscient de l'importance et de l'impact des recommandations émises dans le cadre de ce programme, et ce, tant pour les conducteurs que pour la sécurité routière. C'est pourquoi il recommande fortement la mise en place de moyens permettant l'évaluation continue des outils utilisés et des processus d'évaluation, de manière à apporter les ajustements nécessaires, lorsque requis. Les événements des derniers mois ont rappelé l'importance de valider constamment l'instrumentation de manière à affiner la pratique.

ENGAGEMENT DE NOS MEMBRES

REPRÉSENTATION DE LA FÉDÉRATION À DES INSTANCES EXTERNES

COMITÉS DU MSSS

Table permanente de concertation et de coordination sur l'allocation des ressources, ses comités, sous-comités et groupes de travail

Denis Bougie, Centre Jean-Patrice Chiasson/Maison St-Georges; **Jean Dufresne**, Domrémy Mauricie – Centre-du-Québec; **Jean-Pierre Gagnon**, Domrémy Mauricie – Centre-du-Québec; **Yvan Gingras**, Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve; **Bruno Landry**, Centre Dollard-Cormier; **Michel Landry**, Centre Dollard-Cormier; **France Lecomte**, Centre Dollard-Cormier; **François Pierre Ménard***, Le Virage; **Richard Morin**, Centre André-Boudreau; **Dominique Paquette***, Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve; **Hébert Parisé**, Centre André-Boudreau; **David Ross**, Pavillon Foster; **Madeleine Roy**, Centre Dollard-Cormier; **Michèle Tourigny**, Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve; **John Topp**, Pavillon Foster; **Joël Tremblay**, Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve, CRATCA/CSSS de Beauce

Comité d'évaluation des services sociaux

André Landry*, FQCRPAT

Comité MSSS-MELS

Candide Beaumont, FQCRPAT

Comité aviseur permanent sur les ressources informationnelles du secteur sociosanitaire

John Topp, Pavillon Foster

Comité des utilisateurs du système d'information pour la sécurité des soins et des services (SISSS)

Raymond Béland, Centre Jean-Patrice Chiasson/Maison St-Georges; **Diane Corbeil**, Centre André-Boudreau; **Martin Drouin**, Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve; **René Pagé**, Centre Dollard-Cormier; **Céline Perras**, Centre Jellinek

CONSEIL QUÉBÉCOIS D'AGRÉMENT

Pierre-André Bernier, Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve; **Raymond Béland**, Centre Jean-Patrice Chiasson/Maison St-Georges; **Denis Bougie**, Centre Jean-Patrice Chiasson/Maison St-Georges

COMITÉ PATRONAL DE NÉGOCIATION DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Jean-Pierre Gagnon, Domrémy Mauricie – Centre-du-Québec

JURY DE SÉLECTION DES PRIX D'EXCELLENCE DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

John Topp, Pavillon Foster

COMITÉ DU RISQ SUR LA PERTINENCE DE LA BOÎTE À OUTILS

Candide Beaumont, FQCRPAT; **André Landry***, FQCRPAT

Pour rencontrer ses objectifs de représentation et de services, la Fédération compte sur une petite équipe de permanents, mais aussi sur des membres impliqués et généreux de leur temps. Des uns et des autres, nous souhaitons souligner la qualité de l'engagement et la valeur de la contribution.

COMITÉS AD HOC

LES MEMBRES DU COMITÉ DIRECTEUR SIC-SRD

Denis Bougie,
Centre Jean-Patrice Chiasson/Maison St-Georges

John Topp, Pavillon Foster

LES MEMBRES DU COMITÉ DE SUIVI DU CONGRÈS ROND-POINT 2005

Michel Landry, Centre Dollard-Cormier

Madeleine Roy, Centre Dollard-Cormier

John Topp, Pavillon Foster

LES MEMBRES DU COMITÉ D'ACTUALISATION DU CONGRÈS ROND-POINT 2005

Candide Beaumont, FQCRPAT

Jean Delisle,
Centre Jean-Patrice Chiasson/Maison St-Georges

Jean Dufresne,
Domrémy Mauricie – Centre-du-Québec

Gilles Durand, Centre André Boudreau

Michel Landry, Centre Dollard-Cormier

Marie Lecavalier, Centre Dollard-Cormier

France Lecomte, Centre Dollard-Cormier

L'ÉQUIPE DE LA PERMANENCE

Renée Auger, attachée de direction

Candide Beaumont, coordonnatrice du Programme d'évaluation des conducteurs automobiles et conseillère clinique

Suzie Boily*, commis à la comptabilité

Claudia Cojocar, responsable, comptabilité et affaires administratives

André Landry*, conseiller clinique

Louise Montpetit, secrétaire de direction

Frédérique Morrissette, commis à l'entrée de données

Danièle L. Tessier*, préposée à l'information et à la réception

Dian Tétrault, commis à l'entrée de données

* À quitté en cours d'année

RAPPORT FINANCIER

De l'exercice se terminant le 31 mars 2006

ÉTAT DES RÉSULTATS

	2006	2005
	\$	\$
PRODUITS		
Cotisations et contributions	142 937	150 635
Revenus administratifs – projet PÉCA	458 220	442 335
Rapports d'évaluation – projet PÉCA	1 399 210	1 364 990
Revenus cliniques	90 550	86 150
Contributions – Fonds renouvelable	8 622	7 889
Contributions – Fonds de visibilité	26 267	43 057
Contributions – Fonds Mutuelle SST	4 353	12 317
Contributions – Projet PÉCA	39 872	32 375
Événements spéciaux (Projet Rond-Point)	115 854	78 054
Publications et impression	75	60
Intérêts	17 043	11 450
Recouvrements et services vendus	6 760	103 453
Sous-comité des normes	22 431	–
Négociations locales	39 796	–
	2 371 990	2 332 765
CHARGES		
Direction et secrétariat	496 571	463 275
Frais généraux	124 131	183 496
Montant distribué aux centres de réadaptation – projet PÉCA	1 399 210	1 364 990
Programme et formation des évaluateurs – projet PÉCA	9 598	11 004
Hébergement – site PÉCA	5 356	5 723
Fonds renouvelable	8 622	7 889
Fonds de visibilité en toxicomanie	26 267	43 057
Fonds Mutuelle SST	4 353	12 317
Fonds PÉCA	39 872	32 375
Événements spéciaux (Projet Rond-Point)	115 854	78 054
Sous-comité des normes	35 928	50 268
Publications et impression	1 084	984
Subventions à des projets externes	12 000	13 138
Transfert au projet PÉCA	24 000	24 000
Négociations locales	39 895	–
	2 342 741	2 290 570
Résultats nets	29 249	42 195

BILAN

AU 31 MARS 2006

	2006	2005
ACTIF À COURT TERME	\$	\$
Encaisse	195 244	154 028
Placements temporaires	667 939	580 896
Débiteurs	37 195	21 384
Frais payés d'avance	5 152	4 822
	905 530	761 130
 IMMOBILISATIONS	 10 665	 14 718
	916 195	775 848
 PASSIF À COURT TERME	 \$	 \$
Créditeurs	611 920	455 285
Produits perçus d'avance	14 165	14 180
Apports reportés	145 772	191 294
	771 857	660 759
 ACTIFS NETS	 \$	 \$
Investis en immobilisations	10 665	14 718
Affectés	25 000	25 000
Non affectés	108 673	75 371
	<u>144 338</u>	<u>115 089</u>
	916 195	775 848

SES MEMBRES

L'ESTRAN/CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE RIVIÈRE-DU-LOUP (01)

Jean-Paul Huard, Coordonnateur
75, rue Saint-Henri
Rivière-du-Loup (Québec) G5R 2A4

| Tél. : 418.868.1010, poste 2355
| Téléc. : 418.868.0530
| Courriel : lestran@ri.cgocable.ca

CENTRES JEUNESSE SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN (02)

Danièle Riverin, DG
520, rue Jacques-Cartier Est
Chicoutimi (Québec) G7H 8A2

| Tél. : 418.549.4853
| Téléc. : 418.693.0768
| Courriel : danièle.riverin.cj02@ssss.gouv.qc.ca
| Site Internet : www.cjsalac.qc.ca

CARREFOUR DE SANTÉ DE JONQUIÈRE (02)

André Boivin, DG par intérim
2230, rue de l'Hôpital
Jonquièrre (Québec) G7H 7X2

| Tél. : 418.695.7710
| Téléc. : 418.695.7716
| Courriel : andre.boivin.dgi@ssss.gouv.qc.ca
| Site internet : www.carrefoursante.qc.ca

CENTRE DE RÉADAPTATION UBALD-VILLENEUVE (03)

Michèle Tourigny, DG
2525, chemin de la Canardière
Beauport (Québec) G1J 2G3

| Tél. : 418.663.5008
| Téléc. : 418.663.6575
| Courriel : michele.tourigny@ssss.gouv.qc.ca

LE GRAND CHEMIN (03)

Luc Gervais, DG
1, avenue du Sacré-Cœur, 5^e étage
Québec (Québec) G1N 2W1

| Tél. : 418.523.1218
| Téléc. : 418.523.0210
| Courriel : adosqc@legrandchemin.qc.ca

DOMRÉMY MAURICIE – CENTRE-DU-QUÉBEC (04)

Pierre Bourassa, DG
440, rue Des Forges
Trois-Rivières (Québec) G9A 2H5

| Tél. : 819.374.4744
| Téléc. : 819.374.4502
| Courriel : pierre_bourassa@ssss.gouv.qc.ca
| Site Internet : www.domremymcq.ca

CENTRE JEAN-PATRICE CHIASSON/ MAISON ST-GEORGES (05)

Denis Bougie, DG
1930, rue King Ouest
Sherbrooke (Québec) J1H 2E2

| Tél. : 819.821.2500
| Téléc. : 819.563.8322
| Courriel : dbougie.cjpcmg@ssss.gouv.qc.ca

CENTRE DOLLARD-CORMIER (06)

Madeleine Roy, DG
950, rue de Louvain Est
Montréal (Québec) H2M 2E8

- | Tél. : 514.385.0046
- | Téléc. : 514.385.5728
- | Courriel : madeleine.roy@ssss.gouv.qc.ca
- | Site Internet : www.centredollardcormier.qc.ca
www.joueur-excessif.com
www.jeu-pathologique.com

CRAN inc. (06)

Sylvie DesRoches, DG
110, rue Prince-Arthur Ouest
Montréal (Québec) H2X 1S7

- | Tél. : 514.527.6939
- | Téléc. : 514.527.0031
- | Courriel : info@cran.qc.ca
- | Site Internet : www.cran.qc.ca

MAISON JEAN LAPOINTE (06)

Rodrigue Paré, DG
111, rue Normand
Montréal (Québec) H2Y 2K6

- | Tél. : 514.288.2611
- | Téléc. : 514.288.2919
- | Courriel : pare@total.net
- | Site Internet : www.maisonjeanlapointe.com

PORTAGE (06)

Peter Vamos, DG
865, Square Richmond
Montréal (Québec) H3J 1V8

- | Tél. : 514.939.0202
- | Téléc. : 514.939.3929
- | Courriel : [pvamos@portage.ca](mailto:pvos@portage.ca)
- | Site Internet : www.portage.ca

CENTRE JELLINEK (07)

Raymond Rochon, DG
25, rue Saint-François
Gatineau (Québec) J9A 1B1

- | Tél. : 819.776.5584
- | Téléc. : 819.776.0255
- | Courriel : raymond_rochon@ssss.gouv.qc.ca
- | Site internet : www.jellinek.org

CENTRE NORMAND (08)

Pierre Bolduc, DG
621, rue Harricana
Amos (Québec) J9T 2P9

- | Tél. : 819.732.8241
- | Téléc. : 819.727.2210
- | Courriel : pierre_bolduc@ssss.gouv.qc.ca

CENTRE LE CANAL (09)

Claude Montigny, DG
659, boul. Blanche
Baie-Comeau (Québec) G5C 2B2

- | Tél. : 418.589.5704
- | Téléc. : 418.295.1773
- | Courriel : Claude_Montigny@ssss.gouv.qc.ca

CENTRE L'ESCALE/CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-GASPÉSIE (11)

Robert Deschênes, DG
50, rue du Belvédère
Sainte-Anne-des-Monts (Québec) G4V 1X4

- | Tél. : 418.763.2261, p. 2528
- | Téléc. : 418.763.7460
- | Courriel : robert.deschenes.csshg@ssss.gouv.qc.ca

CENTRE DE RÉADAPTATION EN ALCOOLISME ET TOXICOMANIE DE CHAUDIÈRE-APPALACHES (12)

Huguette Giroux, DG
253, Route 108
Beauceville (Québec) G5X 2Z3

- | Tél. : 418.774.3304, poste 2391
- | Téléc. : 418.774.4423
- | Courriel : huguette.giroux@ssss.gouv.qc.ca

CENTRE LE MAILLON DE LAVAL (13)

Danièle Dulude, Directrice des services professionnels
308 A, boul. Cartier Ouest
Laval (Québec) H7N 2J2

- | Tél. : 450.975.4054
- | Téléc. : 450.975.4053
- | Courriel : daniele_dulude@ssss.gouv.qc.ca

LE TREMPLIN/CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU NORD DE LANAUDIÈRE (14)

Anne-Marie Blanchard, Coordinatrice
154, rue Visitation
Saint-Charles-Borromée (Québec) J6E 4N3

- | Tél. : 450.755.6655
- | Téléc. : 450.755.6766
- | Courriel : anne-marie.blanchard@ssss.gouv.qc.ca

CENTRE ANDRÉ-BOUDREAU (15)

Richard Morin, DG
910, rue Labelle
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 5M5

- | Tél. : 450.432.1395
- | Téléc. : 450.432.8654
- | Courriel : richard_morin@ssss.gouv.qc.ca

LE VIRAGE (16)

Guy Dufresne, DG
5110, boul. Cousineau, 4^e étage
Saint-Hubert (Québec) J3Y 7G5

- | Tél. : 450.443.2100
- | Téléc. : 450.443.0522
- | Courriel : guy.dufresne@rrsss16.gouv.qc.ca

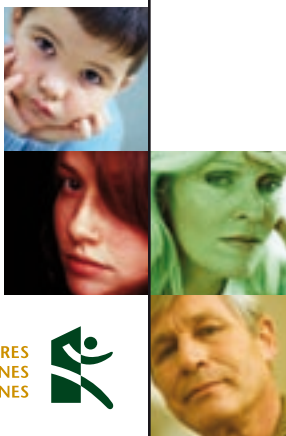
PAVILLON FOSTER (Suprarégional)

John Topp, DG
6, rue Foucreault
St-Philippe-de-Laprairie (Québec) JOL 2K0

- | Tél. : 450.659.8911
- | Téléc. : 450.659.7173
- | Courriel : john.topp@rrsss16.gouv.qc.ca



**RENONCER PERMET
DE RÉINVENTER**



FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES CENTRES
DE RÉADAPTATION POUR PERSONNES
ALCOOLIKES ET AUTRES TOXICOMANES



**FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE
DES CENTRES DE RÉADAPTATION
POUR PERSONNES ALCOOLIKES
ET AUTRES TOXICOMANES**

204, rue Notre-Dame Ouest, bureau 350
Montréal (Québec) H2Y 1T3

Téléphone : 514.287.9625
Télécopieur : 514.287.9649

fqcrpat@fqcrpat.qc.ca
www.fqcrpat.org